

Galia Valtchinova

## INTERROGER L'ÉVÉNEMENT

### *Leçons bulgares en marge de la guerre du Kosovo\**

**Résumé :**

*En interrogeant les réactions bulgares face à la guerre du Kosovo (1999), l'auteur montre comment l'événement vécu à travers les médias interfère avec des représentations identitaires, avec des stéréotypes culturels et politiques profondément ancrés dans les mentalités, pour donner lieu à des lectures alternatives. Faisant recours à des notions forgées par des anthropologues ('intimité culturelle'), le travail ethnographique à l'appui, on peut mieux rendre compte des aspects peu visibles qui déterminent d'amples réactions publiques dans les pays du Sud-Est européen.*

**Mots clés:** *Balkans, Bulgarie, Kosovo/a, guerre/s/, médias, socialisme*

**Povzetek:**

*Avtorica ob pregledovanju bolgarskih reakcij na vojno na Kosovu (1999) pokaže, kako je dogodek, ki so ga doživljali skozi medije, interferiral z identitetnimi reprezentacijami, s kulturnimi in političnimi stereotipi, ki so globoko zasidrani v mentalitetah, in omogočil alternativna branja. Ob uporabi pojmov, ki so jih skovali antropologi ('kulturna intimnost') in opiraje se na etnografsko delo, lahko bolje upoštevamo malo vidne aspekte, ki determinirajo razsežne javne reakcije v deželah evropskega jugovzhoda.*

**Ključne besede:** *Balkan, Bolgarija, Kosovo, vojna/-e, mediji, socializem*

Un événement prend sens grâce à un travail complexe de construction du sens. Il fait fusionner ou juxtaposer présent et passé, savoir positif et sédiments de représentations, vécu et projet, valeurs 'éternelles' et enjeux politiques du moment, dans un alliage entre le *fait* et les interprétations qu'en donnent les acteurs sociaux. Le vrai poids de cet axiome apparaît lorsqu'il est appliqué à un événement *historique*: on est alors confronté à des [re]négociations du sens dans la mesure où l'événement « vit » dans les traces qu'il a laissées sur des milliers de destins particuliers, tout en affectant les vies des acteurs du temps présent. Elle rejaillit avec la multiplication, récente, des *événements de média* dont la construction frise la manipulation<sup>1</sup>.

\* Le présent article s'appuie sur une recherche produite grâce à une bourse du *Mécénat Seita/Altadis* sur le thème général: *La violence: réalités, obsession, fantasmes* (1999-2000). L'article étant rédigé, pour l'essentiel, au printemps de 2001, certaines informations peuvent être datées. Les avis exprimés n'engagent ni l'organisme dispensateur de la bourse, ni la revue *Monitor ISH*.

<sup>1</sup> Je m'inspire ici d'une littérature anglophone déjà bien riche sur les *media events*, entre autres de D. Dayan, E. Katz, *Media Events: The Live Broadcasting of History*. Cambridge, MA: Harvard

Suspendu entre actualité et histoire immédiate, le conflit du Kosovo du 24 mars au 10 juin 1999 représente l'événement exemplaire de ce point de vue. Dès son premier jour, et avant même le début de cette guerre annoncée, plusieurs stratégies de construction de son sens se sont confrontées, la plupart obéissant à la logique du positionnement *pour* ou *contre* chacun de ses protagonistes<sup>2</sup>. Les 'faits bruts' – à supposer que le fait brut existe tel quel<sup>3</sup> – ont été immédiatement captés et disposés dans des schèmes interprétatifs ayant des orientations fort différentes qui ont mobilisé *ad hoc*, dans et pour la production du sens, le passé proche et l'histoire reculée, le vu ou l'entendu véhiculés par voie médiatique et la voix analytique<sup>4</sup>, la mémoire vivante et celle rituellement institutionnalisée. L'intervention militaire de l'OTAN se présente, dans cette optique, comme une scène où la production de sens s'est jouée devant tous dans la confrontation entre procédés de justification variés, allant du choix *pour* la démocratie, en passant par le "devoir de mémoire", jusqu'à la "guerre humanitaire"<sup>5</sup>.

Cette fièvre des interprétations relève, entre autres, d'une difficulté fondamentale de donner du sens à un événement où se mêlent intimement histoire, mémoire du vécu, politique. Autrement dit, et en reprenant une suggestion du dernier livre de Tzvetan Todorov, l'interprétation et la justification données à la guerre du Kosovo interfèrent de façon complexe avec le vécu individuel, des choix culturels profondément ancrés et les adhésions politiques déclarées<sup>6</sup> pour produire des réactions imprévisibles même dans l'atmosphère d'un contrôle médiatique de l'événement. En France, le travail sur le sens de cet événement a maintes fois pris l'allure d'une interrogation sur la vérité des faits rapportés, du *vu* et de l'*écrit*, produisant le débat sur le rôle des média

---

University Press; Tim Allen, Jean Seaton, *The Media of Conflict: War Reporting and Representations of Ethnic Violence*. London and New York: Zed Books, 1999, et Mark Thompson, *Forging War: The Media in Serbia, Croatia, Bosnia and Hercegovina*. Luton: University of Luton Press, 1999.

<sup>2</sup> Concevoir l'événement comme 'le conflit du Kosovo' ou comme 'des opérations militaires en Yougoslavie' implique un contenu différent à donner au terme de *protagoniste* ; dans le deuxième cas, il est appliqué aux forces internationales. Ici, cette désignation est limitée aux deux parties balkaniques du conflit (cf. Fatos Lubonja, "Néocolonialisme et responsabilité", *Transeuropéennes* 17 (hiver 1999-2000), pp. 53-57 (spécialement 54-55)).

<sup>3</sup> Le point est fait par Tim Allen, Jean Seaton, Introduction, in : *The Media of Conflict*, pp. 1-5.

<sup>4</sup> A noter qu'avec l'importance que prend le travail des journalistes « couvrant » cette guerre, le témoignage direct (l'image, le récit/interview) et l'analyse – généralement projetée sur une toile de fond historique rapidement broyée, sortent le plus souvent sous la même plume. Ainsi le travail de l'historien se trouve entamé déjà à la « phase d'autopsie » - au sens hérodoteen du terme *autopsia* (cf. Fr. Hartog, "Le témoin et l'historien", *Divinatio* 13 (Spring-Summer 2001), pp. 35-54. Pour un autre usage du terme dans cette perspective v. Timothy Garton Ash, "Le Kosovo en valait-il la peine?", *Le Débat* 114 (mars-avril 2001), p. 55.

<sup>5</sup> Les analyses des justifications différentes données à l'intervention militaire, et plus généralement sur le *besoin d'une justification* à donner, appartiennent aux opposants de l'intervention : v. entre autres Noam Chomsky, *Le nouvel humanisme militaire. Leçons du Kosovo*. Paris, Cahiers libres/ Editions Page deux, 2000 ; Tz. Todorov, *Mémoire du mal. Tentation du bien. Enquête sur le siècle*. R. Laffont, 2000 (v. en particulier chapitres 5 et 6).

<sup>6</sup> Tz. Todorov, *Op. cit.*, p. 258.

que l'on connaît<sup>7</sup>. Des tensions analogues ont alimenté des débats dans les autres pays de l'Europe, faisant ou non partie de la Communauté Européenne<sup>8</sup> et à plus forte raison dans ceux qui partagent la géographie politique et les caractéristiques socioculturelles des protagonistes du drame: les pays des Balkans.

Mis à part l'Albanie qui fut concernée d'une façon particulière par la crise du Kosovo, les sociétés balkaniques se sont trouvées fort divisées dans leur attitude vis-à-vis de l'intervention militaire. D'une façon générale, les élites politiques ont adhéré à l'action de la communauté internationale, se démarquant plus ou moins énergiquement des larges couches de la population qui manifestèrent leur désapprobation de ce qui était perçu comme une guerre menée par l'OTAN pour les Kosovars<sup>9</sup>. Dans l'ensemble, les réactions des pays les plus proches du foyer du conflit n'ont reçu un éclairage médiatique que dans la mesure où elles concernaient l'aide pour les réfugiés kosovars au moment des hostilités (position de la Macédoine, de la Turquie) et semblent ne pas présenter un intérêt dans l'année qui a suivi la guerre. Or s'interroger comment une société balkanique qui n'est ni celle des Serbes, ni celle des Albanais (du Kosovo ou d'Albanie) a fait l'expérience de la guerre et de l'après-guerre, peut éclairer des aspects significatifs des mécanismes et les logiques mises à l'œuvre pour donner du sens à un événement qui, en dépit de son retentissement planétaire, demeure en quelque sens un « règlement de compte entre balkaniques ». Il peut également servir de base à l'interrogation plus générale sur « la vérité historique » et sa manipulation politique, et sur les principes qui concourent pour former et imposer cette vérité. L'exemple à l'appui de la démonstration est pris en Bulgarie, le pays balkanique par excellence parce que n'ayant frontière commune qu'avec d'autres pays de la région, et adjacent à la fois à tous les États majeurs situés entièrement ou en partie dans la péninsule: l'ex-Yougo-slavie (Serbie), la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Le pays où allaient « se perdre » les missiles détournés de l'OTAN<sup>10</sup> qui ne furent même pas comptés parmi les 'dommages collatéraux'.

<sup>7</sup> Cf. Elisabeth Lévy, "Kosovo : l'insoutenable légèreté de l'information", *Le Débat* 109 (2000), pp. 4-20.

<sup>8</sup> V. Philip Hammond and Edward S. Herman, eds., *Degraded Capability. The Media and the Kosovo Crisis*. London: Pluto Press, 2000 (notamment Ph. Hammond et de J. Pilger sur la Grande-Bretagne, pp. 123-140; de Th. Deichmann sur l'Allemagne, pp. 153-163, de K. Thronheim Røn sur la Norvège, pp. 164-169; de Ph. Hammond, L. Nizamova et I. Savelieva sur la Russie, pp. 177-184).

<sup>9</sup> Pour les réactions en Grèce, v. Nikos Raptis, "The Greek 'Participation' in Kosovo", in: Philip Hammond and Edward S. Herman, eds., *Degraded Capability. Op. cit.*, pp. 170-184, et K. Brown, D. Theodossopoulos, "The Performance of Anxiety. Greek Narratives of war in Kosovo", *Anthropology Today*, Vol. 16, No. 1, February 2000, pp. 3-9. Pour la Roumanie, v. C. Durandin, "Confusion politique en Roumanie", *Esprit*, 3-4, 2000, pp. 256-262, spécialement p. 261.

<sup>10</sup> Timothy Garton Ash, "Le Kosovo en valait-il la peine?", *op. cit.*, p. 66.

## Un *commonwealth* balkanique entre le non-dit et le sous-entendu

*« Ici, je voudrais défendre la position centrale de l'intimité culturelle – la reconnaissance de ces aspects de l'identité culturelle qui sont considérés être à la source d'embarras vis-à-vis du monde extérieur mais qui, néanmoins, donnent l'assurance aux porteurs de cette culture sur leur socialité commune, sur une familiarité avec les fondements du pouvoir. »<sup>11</sup>*

Un événement qui se passe dans les Balkans porte, pour les habitants de cette région, des connotations dont la re/connaissance fait partie d'un savoir implicite et partagé. Un savoir social d'abord qui n'est pas fixé de façon formelle, sous une forme discursive, et qui permet de distinguer, dans les multiples facettes du théâtre social, ce qu'il faut afficher et ce qu'il convient de cacher, et à quel terme<sup>12</sup>. Il porte autant sur le présent que sur le passé et permet de dégager les voix *off*, lisant ce qui se passe (et relisant ce qui s'est passé) à travers une grille tissée d'histoire et de politique, de préjugés et de représentations collectives stéréotypées. Pour comprendre sa logique, pour saisir les particularités de son travail sur le sens, il faut pénétrer à l'intérieur de « l'espace secret national » où demeurent, dans l'intimité du savoir social implicite, « au moins certains des modèles de la pratique officielle de l'Etat-nation »<sup>13</sup>. Cet espace de savoir et de références partagées constitue le cœur de la *cultural intimacy* – terme lancé par l'anthropologue M. Herzfeld qui, en parlant d'Etat-nation d'une manière générale, part de ses expériences de terrain en Grèce contemporaine. Plus que le *savoir implicite*, la métaphore de l'*intimité culturelle* fournit une figure de toute beauté pour exprimer la dialectique de la « balkanité » partagée dans la tension permanente entre Orient et Occident, dans les niveaux multiples du « nous » et des « Autres »<sup>14</sup>, dans la négociation entre ce qui est à présenter au grand jour et ce qui est à voiler, à occulter, voire à nier. Le *nous* de connotation nationale ou ethnique (par exemple *nous* les Serbes, *nous* les Grecs versus *eux* les Bulgares, *eux* les Albanais) peut, dans certaines situations, céder place à un *nous* qui recouvre tous les groupes balkaniques orthodoxes (où Serbes, Grecs, Macédoniens et Bulgares se trouveraient du même côté), voire tous

<sup>11</sup> M. Herzfeld, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*. Routledge, New York et Londres, 1997, p. 3.

<sup>12</sup> Pour un développement analytique du concept de "savoir social implicite" à partir d'une société de l'Amérique Latine, v. Michael Taussig, *Shamanism, Colonialism and the Wild Man*. The University of Chicago Press, 1987, pp. 393 sq. Cf. les arguments en faveur de l'adaptation du concept à une société balkanique dans Mattijs van de Port, 'It Takes a Serb to Know a Serb' Uncovering the roots of obstinate otherness in Serbia", *Critique of Anthropology*, 19, 1, pp. 7-30 (spécialement pp. 21-22).

<sup>13</sup> Michael Herzfeld, *Op. cit.*, p. 4.

<sup>14</sup> Ce flottement entre Orient et Occident comme stéréotypes culturels et politiques d'un côté, et, de l'autre, la négociation de l'image collective de chacun des peuples balkaniques comme « l'avant-poste de l'Occident » contre la barbarie orientale, est capté dans la métaphore de « nesting orientalism » lancée par M. Bakic-Hayden. Voir également M. Todorova, *Imagining the Balkans*, Oxford University Press, 1997.

les peuples chrétiens (Orthodoxes et Catholiques réunis dans leur conscience d'être chrétiens par opposition aux Musulmans – une configuration qui s'est récemment produite en Bosnie-Herzégovine). Dans des circonstances exceptionnelles, on peut assister à la formation d'un « nous balkanique », à forte connotation anti-occidentale ou explicitement anti-américaine<sup>15</sup>.

Dans cette logique d'« intimité » *intra*-balkanique – du moins dans un de ses volets, la Bulgarie est connue comme le grand ennemi de la Serbie. Tout le long de son histoire moderne, le voisin oriental de la Serbie s'en est démarqué par ses choix et ses options politiques, en dépit des proximités culturelles qui lient les deux pays. Que ce soit un résultat de ces choix ou pour des particularités socioculturelles agissant en profondeur, la Bulgarie s'est trouvée à la traîne de la Serbie (et plus tard de la Yougoslavie) au regard, précisément, des principes et des valeurs dites occidentales, à commencer par la mise en place de l'Etat national et à finir avec la « diversité culturelle ». Sur le plan politique, le pays était régulièrement comparé, au cours des dernières décennies et encore de nos jours, à la Roumanie – pour son régime communiste version dure rappelant la dictature de Ceau<sup>o</sup>escu, et à l'Albanie – pour son retard économique et sa fermeture, à la base d'une relative méconnaissance par l'Occident<sup>16</sup>.

L'émancipation politique de la Bulgarie par rapport à l'Empire ottoman (la Libération de 1878) fut acquise grâce aux armes russes. Cette vérité historique est « lue » et interprétée à travers deux sortes de grilles. L'une concourt à forger l'image de la Bulgarie – bastion de la russophile politique et culturelle. Cette image est mobilisée jusqu'à nos jours dans des schémas explicatifs qu'affectionnent particulièrement les spéculations géopolitiques ou les grands panoramas des politologues. L'autre nourrit la vision assez dédaigneuse du peuple bulgare comme « incapable de se libérer lui-même », un cliché souvent exploité dans l'économie subtile des relations *intra*-balkaniques<sup>17</sup>.

En fait, concevoir la mise en place d'un Etat national comme la « libération » par rapport à un « oppresseur » externe d'une entité *nationale* préexistante, est un principe

<sup>15</sup> C'est dans ce sens qu'on peut interpréter un type de réactions à la guerre en Grèce, à savoir la charge contre les « Albanais qui font tout pour faire venir les Américains au Kosovo » (cf. Nikos Raftis, op. cit., p. 178). Il y a là un ressentiment contre ce qu'on pourrait appeler, dans le langage de la Guerre froide, « l'immixtion dans nos affaires balkaniques », autrement dit dans un espace intime dont il ne convient pas de sortir le 'linge sale'.

<sup>16</sup> Au cours des dernières années, ces stéréotypes ont rapidement changé et l'Albanie n'est plus évoquée dans ce contexte. Toutefois, la Bulgarie et la Roumanie restent associées, dans la vision occidentale, comme pays ex-communistes du deuxième échelon et se trouvent côte à côte dans leur « course à l'Europe » et à l'OTAN: cf. Thomas M. Leonard, "NATO Expansion: Romania and Bulgaria Within a Larger Context", *East European Quarterly*, vol. XXXIII, n. 4 (Winter 1999), pp. 517-544.

<sup>17</sup> La « capacité du peuple de se libérer lui-même » est un des thèmes principaux orchestré par le nationalisme serbe depuis les années 1840, mais aussi l'axe majeur de la propagande nationaliste de l'Albanie communiste (pour ce dernier cf. Pierre et Bruno Cabanes, *Passions albanaises. De Berisha au Kosovo*. Paris : Odile Jacob, 1999, pp. ).

à l'œuvre dans la construction de toutes les identités nationales balkaniques. Or le concept de « libération » est étroitement lié à deux autres – celui de « résistance » (*alias* « lutte contre l'opresseur ») et, au pôle opposé, d'« indépendance [politique] ». Lutte/-résistance, libération et indépendance (ou *esprit d'indépendance* – ce qui permet de penser celle-ci lorsqu'il n'y a pas de sujet politique à proprement parler) constituent la triade sacrée de toutes les historiographies balkaniques, informant en profondeur la réflexion ethnologique et sociologique, ainsi que les études de géographie humaine, sur chaque pays et sur *les Balkans* en général<sup>18</sup>. On retrouve cette triade dans les littératures balkaniques, depuis la « littérature orale » censée véhiculer des valeurs et modèles sociaux d'époques très éloignées jusqu'aux sommets de la fiction littéraire comme les romans d'Ismail Kadare. Ce qui est moins évident, c'est l'articulation entre ces principes fondateurs de l'identité nationale d'un côté, et une culture de guerre – ou *culture de résistance* qui suppose l'action guerrière et qui érige en valeur morale l'usage de la force – de l'autre. Dans cette relation ambiguë, le premier terme justifie implicitement le second. Plus encore, cette 'triade' forme la carcasse d'un système de valeurs et de références partagées qui fonctionne dans les rapports non-formels entre groupes et sociétés balkaniques, informant en profondeur la nature de leurs relations mutuelles – tout en restant relativement invisible pour le regard du spectateur éloigné. C'est une des réalisations ultimes de la *cultural intimacy* selon Herzfeld comme savoir implicite des *fondements* culturels, mais aussi celui du pouvoir, dans un type de société donné.

Point noir pour les Bulgares donc sur ce plan : décidément, ils ne font pas partie de cette « *humanitas heroica* typique de la partie occidentale de la péninsule »<sup>19</sup>. Point noir, également, sur celui des affinités (ou alliances) politiques récentes du pays. Lors des deux guerres mondiales, la Bulgarie se retrouve dans le mauvais camp, en allié de l'Allemagne. C'est le choix politique d'une élite, mue par l'idée de « la libération et de la réunification nationale » (mot d'ordre auquel tous les États de la région font recours à cette époque), en réponse au partage de la Macédoine – pays qui reste au cœur des revendications bulgares jusqu'en 1944. Dans les deux cas, l'alliance germano-bulgare

<sup>18</sup> Pour ne se référer qu'à l'exemple le mieux connu, ces caractéristiques sont constitutives de la classification des régions et des populations balkaniques de Jovan Cvijic (v. par exemple la description du « type dinarique » dans son *opus magnum*, *La Péninsule Balkanique : géographie humaine*, Paris : Alcan, 1918) et de son école d'anthropogéographie. D'autre part, le sociologue croate Dinko Tomasic fait lui aussi de ce genre de qualifications l'axe de son œuvre scientifique (cf. Karl Kaser, « Anthropology and the Balkanization of the Balkans: Jovan Cvijic and Dinko Tomašić », *Ethnologia Balkanica* 2, 1998, 89-99). Les considérations sur le « courage » et « l'amour pour l'indépendance » des « races » qui peuplent la péninsule informent de bout en bout l'ouvrage de Jacques Ancel, *Peuples et civilisations des Balkans* (Paris, Colin, 1930; rééd. CTHS, 1992, préface de J.-F. Gossiaux). V. l'analyse de ce point de Joseph Krulić, « La force et le droit dans la crise yougoslave », *Le Débat* 114 (mars-avril 2001), en particulier pp. 74-75.

<sup>19</sup> Cf. Speros Vryonis, Jr. « The Byzantine Legacy and the Ottoman Forms », *Dumbarton Oaks Papers* 33/34, 1969-1970, pp. 253-308 (spécialement p. 258).

fut dirigée en premier lieu contre la Serbie (sans oublier que dans le second cas, elle fut aussi anti-grecque et tacitement anti-roumaine). Après la Première guerre mondiale, au grief de la Macédoine s'ajoute celui des 'Confins Occidentaux'. Il s'agit d'une zone dans l'extrême Ouest de la Bulgarie convoitée depuis longtemps par la Serbie<sup>20</sup> que le traité de Neuilly (27.11.1919) accorde au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Tout cela fait du Serbe le grand prédateur aux yeux des Bulgares et justifie l'occupation, par ces derniers, d'une partie de la Serbie orientale dès leur entrée dans la seconde guerre, en 1941. Ils en repartent en 1944, laissant le mauvais souvenir de serviteurs allemands trop zélés, ainsi que le goût amer des exactions infligées à la population locale. A l'issue de la Deuxième guerre mondiale la Bulgarie se retrouve, aux côtés de l'État indépendant de Croatie, dans le camp des États fascistes qui se sont constitués ou qui ont opéré sur le territoire de la première Yougoslavie.

Bien qu'à un moindre degré que celle-là, la force d'occupation bulgare fait partie des « collaborateurs nazi » dans le savoir social que les peuples de la nouvelle Yougoslavie ont d'une histoire désormais peu confortable. Certes, la vie en fédération et l'application des préceptes titistes de « fraternité entre les peuples » inhibèrent les discours mettant en jeu les images et les réalités de la Deuxième guerre mondiale – du moins les bannirent-ils de l'espace public. Elles n'effacèrent pas pour autant les représentations négatives, les rancunes et les ressentiments mutuels, et ne purent empêcher le travail insidieux des mémoires des décennies durant. Les guerres récentes de Croatie et de Bosnie et les faits de violence et de barbarie remirent à l'ordre du jour la question des haines longtemps dissimulées ainsi que celle, encore plus compliquée, des « pages honteuses de l'histoire ». L'image des Croates « fascistes » fut exploitée à fond par les uns, effacée ou niée par les autres. Cette rhétorique de la 'nazification' fut appliquée tour à tour aux Croates et aux Serbes et menée à l'absurde<sup>21</sup>. Elle ne fut pas appliquée aux Bulgares. Le fait qu'ils n'ont jamais fait partie de la fédération des Slaves du Sud volant en éclats (en dépit des projets dans ce sens de 1946-48) pourrait expliquer cet « oubli ». Néanmoins, ils sont repeints comme occupants et persécuteurs de la résistance antifasciste dans l'ancienne historiographie yougoslave qui continue à peser de tout son poids. Plus encore, cette image des Bulgares 'fascistes' semble toujours reproduite dans de nombreux récits de Serbie Orientale et de République de Macédoine, des récits intégrés dans une muséologie et dans un concept de l'espace héroïque qui continue à influencer les mentalités locales.

<sup>20</sup> Rappelons que la guerre Serbo-Bulgare de 1885 (cf. B. Jelavich, *History of the Balkans*, Vol. 2, Cambridge : Cambridge University Press, 1983, p. 31) commence par l'invasion de cette région.

<sup>21</sup> V. par exemple Stjepan G. Mestrovic, *The Balkanization of the West. The Confluence of Postmodernism and Postcommunism*. Routledge, Londres et New York, 1994, pp. 28-54.

## Métamorphoses politiques de l'Autre

Dotée d'un gouvernement pro-communiste à partir de l'automne de 1944, la Bulgarie se range derrière Moscou après la rupture entre Tito et Staline du 28 juin 1948, pour se distinguer ensuite comme la « démocratie populaire » la plus fidèle à l'URSS. Pour une Yougoslavie qui se distancie de cette dernière, leader des pays non-alignés<sup>22</sup> qui cultive néanmoins un style de vie « à l'occidentale », ce voisin ex-fasciste devenu par trop communiste reste toujours du mauvais côté de la barrière. *Idem* pour les dirigeants bulgares qui, du haut de leur « orthodoxie communiste », traitent la Yougoslavie comme un « pays capitaliste » à part entière, en dépit de la façade marxiste qu'elle affiche. Ces réalités d'après-guerre – et de guerre froide – interfèrent avec les représentations déjà solidement ancrées, pour former le stéréotype de l'*autre* que l'opinion publique de chacun des deux pays projette sur l'image collective de son voisin. Cette dynamique est particulièrement intéressante du côté bulgare, qui présente des facettes mutuellement contradictoires de l'image de la Yougoslavie.

Pendant des décennies, de larges couches de la population bulgare partagent la vision de la Yougoslavie comme un « pays occidental », synonyme d'indépendance et de liberté au sens le plus large. Liberté politique d'abord, associé à la liberté de l'expression (« On peut y parler sans crainte de tout ce que l'on veut, y compris se moquer de Tito »). A cela s'ajoute la circulation libre à l'étranger dont les Bulgares furent privés : c'est l'époque où avoir la citoyenneté yougoslave « ouvre toutes les portes » – fermant à jamais celle de la Bulgarie<sup>23</sup>. Liberté de l'initiative ensuite, associée essentiellement à l'expérience du travail à l'étranger, mais aussi à la possibilité de démarrer son entreprise « chez soi », dans le cadre de l'économie d'autogestion tenue pour 'libérale' car reconnaissant la « propriété privée sur les moyens de production » et une certaine forme d'exploitation du travail salarié. La Yougoslavie titiste se présente ainsi comme un Janus à double face du 'socialisme', à la fois proche avec ses coopératives agricoles et sa rhétorique de 'classe ouvrière', et suffisamment 'capitaliste' pour vouloir y vivre, suffisamment 'libre' pour laisser à ses citoyens le choix de le quitter (quitte à devenir *Gastarbeiter* en Europe Occidentale). A noter la place accordée à la migration économique dans cette vision : elle est perçue comme le moyen sûr d'améliorer durablement sa situation économique<sup>24</sup>, et par là, d'accélérer la mobilité sociale ascendante au sein de sa propre société.

<sup>22</sup> Sur l'impact durable du *leadership* yougoslave sur le Tiers monde, v. Akhil Gupta, "The Song of the Nonaligned World: Transnational Identities and the Reinscription of Space in Late Capitalism", *Cultural Anthropology* 7, 1 (February 1992), pp. 63-79.

<sup>23</sup> Comme il subsiste toujours de nombreuses familles séparées entre les deux pays, il n'était pas théoriquement impossible, pour un ressortissant bulgare, de demander le passeport yougoslave. Un acte de ce genre est impensable dans l'optique de la *citoyenneté* des 'démocraties populaires' ; en Bulgarie, il se trouve stigmatisé presque au même titre que la haute trahison (le terme employé étant « trahison de la patrie »).

<sup>24</sup> Le singulier employé ici n'implique pas une primauté de l'intérêt individuel – au contraire, il s'agit d'intérêts collectifs et de stratégies de survie qui concernent (et dont les modalités concrètes sont mises en place par) un cercle familial plus ou moins large, son étendue pouvant être modifiée à long terme.

Une telle logique a des racines historiques profondes. L'une d'elle, c'est la tradition de l'émigration économique masculine, saisonnière ou bien s'étendant sur une période plus longue de la vie des jeunes hommes. Cette pratique constitue à la fois un apprentissage, l'acquisition d'une fortune et d'une valeur sociale permettant de fonder une nouvelle cellule familiale, et un moyen de régulation démographique. C'est une expérience faite pendant des siècles par des sociétés balkaniques, son intensité variant en fonction des conditions socio-économiques et politiques<sup>25</sup>. En Bulgarie, l'émigration économique est largement attestée un peu partout au 19<sup>e</sup> siècle, et dans plusieurs régions occidentales du pays elle remonte au 18<sup>e</sup> siècle. Cette expérience de l'émigration économique, saisonnière ou par classe d'âge, est partagée, à des degrés différents, par toutes ces sociétés. L'on peut donc parler d'un savoir implicite, au sein des différents groupes et collectivités balkaniques, sur les ressorts et les enjeux de l'émigration, sur les atouts et les inconvénients qu'elle présente à court terme ou dans la longue durée. Ici (comme ailleurs et dans d'autres circonstances), on assiste au choix de ne remarquer que l'un des deux versants de ce phénomène économique complexe, un choix politiquement connoté.

Au fur et à mesure que la déstabilisation de l'économie yougoslave se fait sentir, et que la «liberté» économique yougoslave se dévoile comme un laisser-aller à peine maîtrisé, celle-ci subit une dévalorisation graduelle aux yeux des Bulgares. Perceptible dès le début des années quatre-vingt, ce «désenchantement» bulgare de la Yougoslavie se fait trop évident lorsque les échanges transfrontaliers font découvrir la contrefaçon yougoslave et l'impact du clientélisme. Ce sont ces effets collatéraux et durables de la brève libéralisation économique yougoslave<sup>26</sup>, alourdis par la mise en place de réseaux de commerce transfrontalier quasi-mafieux dans les années quatre-vingt, que le voisin de l'Est communiste retient d'une Yougoslavie célébrée pour son économie «de marché». Il est tout de même étonnant de constater la longévité du «rêve titiste» chez les Bulgares. Très probablement, il reste lié à l'imaginaire mis en place autour de la liberté la circulation. «Tito les a laissés aller partout – travailler, s'installer...» était la réponse standard des gens interrogés là-dessus. On est là dans un type de raisonnement sur l'émigration qui est opposé à celui que développent les sociétés d'accueil lorsqu'elles parlent de l'immigration : les choses sont présentées comme si «chercher du travail à l'étranger» n'attestait pas de l'inefficacité de l'économie domestique, ou tout simplement de la misère et du manque d'emploi «chez soi». L'impératif économique est ignoré – ou consciemment dissimulé comme argument –

<sup>25</sup> Le terme le plus courant pour désigner ce phénomène économique et social dans l'espace ex-yougoslave et bulgare, c'est *peéalba* – un substantif dérivé de *gagner*. Sur ses différents aspects v. J. Halpern, "Some Perspectives on Balkan Migration Patterns (with Particular Reference to Yugoslavia)," in Du Toit, B. and Safa, H. eds., *Migration and Urbanization: Models and Adaptive Strategies*. La Haye: Mouton, 1975, pp. 77-115, et Jonathan Schwartz, *Pieces of Mosaic*, Copenhagen, 1998, *passim*.

<sup>26</sup> Cf. John R. Lampe, *Yugoslavia as History. Twice there was a country*. Cambridge University Press, 1996, pp. 260-292.

au profit du choix volontaire, le dernier recours est présenté comme une option première. Ainsi, par un curieux retournement d'optique, un système explicatif se met en place autour de l'émigration, système qui ignore les discours occidentaux au sujet des immigrés, mais aussi – en partie – les discours que tiennent à ce sujet les sociétés yougoslaves elles-mêmes.

Au moment de la chute du Mur de Berlin (novembre 1989) et au début de la démocratisation décisive des pays de l'Est, les deux sociétés s'engagent, une fois de plus, dans des voies opposées. A une Bulgarie qui émerge de son hystérie anti-musulmane<sup>27</sup> répond une Serbie qui y [re]plonge, et dont le nationalisme se tourne contre tous les anciens membres de la fédération sud-slave. Et alors que la nouvelle élite politique bulgare mène le pays vers un engagement plus en plus serré dans les structures européennes et l'OTAN, son contrepoint serbe – une solide *nomenklatura* que l'on découvre un peu tard comme étant « communiste » – joue à fond la carte nationaliste et anti-occidentale. A la veille du conflit du Kosovo, la Bulgarie semble plus résolue que jamais à suivre la voie de sa démocratisation. Après les hauts et les bas des forces démocratiques aux élections, après le recul sous un gouvernement ex-communiste (qui par ailleurs entretient des relations assez ténébreuses avec Belgrade), le gouvernement de l'UFD venu au pouvoir en 1997, de tendance libérale, fait tout pour « ouvrir le pays à l'Europe ». Dès le début des frappes aériennes, ce dernier se range résolument derrière l'OTAN et souscrit à son appel à la guerre humanitaire. Dans les débats publics et parlementaires qui accompagnent cette prise de position, on distingue deux types de justification: le *choix civilisationnel*<sup>28</sup> d'un côté, la *maturité de la démocratie* – de l'autre. Dés-approuver l'action de l'OTAN signifie non seulement se ranger du côté des Serbes-bourreaux contre les Kosovars victimes. Ce serait assumer le choix 'pour' une *civilisation*, au sens de Huntington, stigmatisée comme économiquement arriérée et politiquement conservatrice, voire réactionnaire. (« Ce n'est pas par hasard qu'elle est partagée par les Serbes et les Russes », *sic* !) Or c'est un choix dont la Bulgarie devrait se démarquer avec autant plus d'énergie et de détermination qu'une de ses marques, l'Orthodoxie, est réaffirmée comme la confession d'Etat, et que les soupçons d'un penchant pro-communiste du « peuple » pèsent toujours sur son élite politique<sup>29</sup>. Pire encore, le choix du « Non à la guerre » – déjà dénoncé comme antidémocratique par les Occidentaux eux-mêmes – pourrait être lu comme une inaptitude

<sup>27</sup> Il s'agit du 'baptême des Turcs' de la période 1984-1989 – v. Tz. Todorov, *op. cit.*, p. 259, qui compare les forces mises à l'œuvre et les objectifs poursuivis dans les deux cas.

<sup>28</sup> La formule même de *choix civilisationnel* ou *choix de civilisation*, en cours dans les discours politiques depuis 1998, doit beaucoup à la thèse de S. Huntington du « choc des civilisations » : v. Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, London, Simon and Shuster, 1996 (trad. fr. *Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997). En simplifiant la logique à l'œuvre derrière cette formule, on peut dire que le choix de civilisation facilite la disqualification en chaîne, procédant par assimilation réductionniste.

<sup>29</sup> Un des exemples les plus récents de la longue vie des vieilles étiquettes est probablement le rejet de la demande bulgare d'adhésion à l'OTAN: v. l'analyse de Thomas M. Leonard, *op. cit.* [note 17], pp. 531-533.

fondamentale à pratiquer la démocratie, lorsqu'il est appliqué à une société de transition post-communiste. Le sens commun politique à la portée de tous les Bulgares suggère que les « bonnes notes » en démocratisation sont distribuées par les mêmes instances internationales qui gèrent les jugements sur (et la compréhension même) des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité.

Au risque de voir baisser sa popularité, le gouvernement bulgare soutient l'action de l'OTAN. Il choisit de faire la sourde oreille au grondement d'une population qui, tiraillée entre le « rêve de l'Occident » et les impératifs de « survivre le post-socialisme »<sup>30</sup>, se montre de plus en plus désenchantée de son élite démocratique. Après d'âpres débats parlementaires, le gouvernement (qui est celui de l'Union des Forces démocratiques, décidément anticommuniste) accorde à l'organisation internationale toutes les concessions qu'elle lui demande comme pays limitrophe du foyer du conflit, espérant des faveurs en retour<sup>31</sup>. Néanmoins, la Bulgarie fut le seul pays indépendant et non-protagoniste du conflit dont le territoire fut accidentellement touché par des missiles de l'OTAN. A la différence des 'bavures' commises sur le territoire yougoslave et au Kosovo même, ces 'erreurs' furent pratiquement passées sous silence par les médias internationaux<sup>32</sup>. Les médias officiels bulgares n'en firent pas non plus un cas; en elles-mêmes, ces 'bavures' semblaient déjà donner raison aux peurs de l'engagement manifestée par les masses, ainsi qu'à certaines interprétations populaires du conflit.

On vient de voir à quel point la superposition de schèmes interprétatifs « intérieurs » à une société qui se succèdent dans le temps est susceptible de fausser le regard sur l'événement, d'en inverser le sens. L'exemple d'une communauté bulgare concernée de près par le conflit permettrait de concrétiser ces flottements typiques de la réponse locale donnée à la guerre du Kosovo par des sociétés balkaniques non-protagonistes. Il permet également de rendre compte de facteurs qui compliquent à l'extrême le travail sur le sens à donner à l'événement.

<sup>30</sup> J'emprunte l'expression à Fr. Pine, S. Bridger (eds.), *Surviving Post-Socialism. Local strategies and regional responses in Europe and the former Soviet Union*, Routledge, Londres et New York, 1998 (v. l'article de D. Kanef sur le post-socialisme en Bulgarie).

<sup>31</sup> Les deux sessions les plus houleuses au Parlement furent liées à l'adoption de la formule « céder l'espace aérien bulgare » aux forces de l'OTAN, et de « permettre le passage de troupes turques par le territoire bulgare ».

<sup>32</sup> La seule exception concerne la diffusion de la nouvelle du missile touchant la banlieue proche de la capitale Sofia, le 30 avril 1999. C'est également la seule fois où le président bulgare s'exprime officiellement contre les « effets secondaires » de l'intervention militaire faisant valoir, entre autres, l'embarras que cela constituait pour le gouvernement bulgare qui a toujours fait preuve de sa bonne volonté à l'égard de l'OTAN.

## Vivre la frontière à Znepole

Petite ville située à 20 km de la frontière bulgare-serbe, Trân est le chef-lieu administratif de Znepole, une zone de transition à la fois géographique et culturelle entre les deux pays. De fait, entre le milieu du 18<sup>e</sup> et la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la société locale oscille entre les deux entités nationales, serbe et bulgare. Les tentatives pour résoudre la question de « l'appartenance nationale » de cette population allèrent de la guerre des arguments ethnographiques à l'usage des armes. Finalement, ce fut la diplomatie européenne qui intervint, à l'issue de la Grande guerre, pour entériner la frontière que l'on connaît à l'heure actuelle. Le passage d'une vingtaine de villages à la Serbie ("les Confins Occidentaux" pour la Bulgarie) et le partage d'une dizaine d'autres entre les deux États créèrent le paradoxe de familles ou patrilignages "à cheval" sur deux nationalités: serbe et bulgare. Or avoir de la famille "de l'autre côté" de la frontière entretenait l'incertitude sur le plan identitaire, d'autant plus que la rigidité des concepts nationaux à cette époque fit les deux identités mutuellement exclusives pour les locaux. Les deux États multiplièrent les difficultés de communication et d'échange entre parents vivant de part et d'autre de la frontière, ce qui n'empêchait pas l'existence des arrangements locaux. De part et d'autre, on fut dans une situation de double discours qui entretint le décalage entre l'identité collective déclarée en public et celle avouée en famille ou en contexte privé.

Le malaise identitaire inhérent à cette situation s'approfondit après la Deuxième guerre mondiale, lorsque le conflit politique et idéologique avec la Yougoslavie titiste transforme cette zone en un partage entre deux mondes ennemis. La rupture de 1948 fut d'autant plus douloureusement vécue après l'épopée de la résistance antifasciste locale dont l'efficacité – reconnue sur le plan international, devait beaucoup à la collaboration avec les *partisans* yougoslaves<sup>33</sup>. Mobilisant de larges couches de la population par l'effet des réseaux lignagers, cette résistance s'appuyait sur des traditions de guérilla, tout en contenant les germes d'un régionalisme transfrontalier. Après la cassure, les glorieux chefs de la guérilla anti-fasciste locale furent envoyés dans des camps communistes bulgares, soupçonnés de « dispositions pro-titistes ». Ainsi s'éteignit l'espoir de la population locale de profiter du changement politique pour sortir de la marginalité dans laquelle elle est entretenue pendant des décennies<sup>34</sup>.

<sup>33</sup> Cf. E. P. Thompson, *Beyond the Frontier. The politics of a failed mission: Bulgaria 1944*. Stanford University Press. Stanford, CA, 1997 [Camp Lectures 1981].

<sup>34</sup> Il s'agit de la propulsion des « hommes forts » locaux vers les sommets politiques par le régime communiste qui vient de s'installer, et qui fut friand de grands noms de la résistance. Une fois installés au pouvoir, les anciens résistants – et les chefs communistes en général – constituent des réseaux de patronage, le plus souvent en puisant leur clientèle dans leurs lieux d'origine respectifs, et en les élargissant aux ramifications familiales et lignagères (Bulgarie, Serbie) ou claniques (Albanie) – cf. G. Ionesco, 'Patronage under Communism', in : E. Gellner, J. Waterbury, eds. *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*. London: Duckworth, 1977, pp. 97-102.

La fermeture de la frontière entre les deux pays pratiquée à l'époque communiste détermine nombre de locaux à entreprendre des fuites clandestines au risque de leur vie et à adopter la nationalité yougoslave. Tout en correspondant à une stratégie personnelle ou familiale de survie économique et de propulsion sociale, cette redéfinition identitaire est explicitement assimilée à un choix politique "anticommuniste" – avec toutes les conséquences qui en découlent. Des décennies durant, les gens des Znepole « accèdent à la liberté » en fuyant en Yougoslavie, devenu de ce fait un « pays d'accueil » pour ceux qu'on désignerait, aujourd'hui, des « réfugiés politiques » ; cet acte peut passer d'autre part comme une « réunification de familles divisées ». Cependant, il vaut mieux ne pas se fier à la terminologie contemporaine, mal appropriée à rendre les ambiguïtés d'un processus où se mêlent stratégies familiales, choix politiques et calculs d'ordre socio-économique. Mentionnons toutefois que les familles des fugitifs vivent des temps durs, stigmatisées aux yeux du pouvoir du fait même d'avoir un parent « traître de la patrie », et soupçonnés d'entretenir des liens clandestins avec lui. Lorsqu'en Bulgarie, le régime lâche prise et libéralise (à un certain degré) le régime de circulation vers la Yougoslavie, c'est l'occasion de faire l'expérience d'un autre phénomène, resté inconnu de ce côté de la frontière: les travailleurs émigrés pourvoyeurs d'argent et source d'orgueil social pour leurs lignages. Comme par miracle, des familles locales de quinquagénaires se découvrent une parenté en Allemagne, en Hollande, au Danemark ... et accueillent cousins et nièces avec qui ils n'ont presque rien en commun mais qui les affublent de cadeaux «de l'Occident».

Nourri par ces sources, le paradigme de la « Serbie libre » est trop fortement enraciné pour être balayé, en espace de quelques années, par le discours sur le « national-communisme » de Milošević. Il ne réussit pas à déclencher le réflexe de la vengeance contre les Serbes que cette population frontalière est supposée nourrir. Tout ceci, en dépit de l'effort déployé pour cultiver le souvenir rancunier des guerres passées avec la Serbie et des violences subies par «ceux qui sont restés de l'autre côté». Ce n'est pas un hasard si ce travail concerté sur la mémoire de la population locale avait pris de l'ampleur sous le régime communiste: ce fut la seule manière efficace de s'opposer au charme arrogant du « capitalisme » titiste. Et c'est précisément ce passage d'un paradigme rigide à son opposé, tout aussi rigide, dans le discours officiel sur cette Serbie si proche et pourtant si lointaine, qui bloque les réactions attendues et ne permet pas de faire passer le message dénonçant le «mauvais Serbe» à partir de principes politiques universels et humanitaires.

## Vivre la guerre à côté

L'effritement des solidarités intra-yougoslaves et l'escalade de la violence mènent au désenchantement rapide du monde à côté, imaginé comme libre. Ils font éclater les certitudes qui permettaient de se réfugier – tout en vivant sous le socialisme bulgare *hic et hunc* – dans un vécu imaginé sur le mode « si c'était là-bas ». Les guerres déchirant l'ex-Yougoslavie à partir de 1991 sont vécues dans la peur de l'agression mais aussi en pensant au profit qu'il y a à tirer de la situation frontalière avec un pays approuvant des difficultés économiques. Ainsi la guerre en Bosnie fait apparaître les premiers « millionnaires » locaux ; des dizaines font fortune en entreprenant de vendre des produits pétroliers dans les districts les plus proches de la Serbie orientale, asphyxiée par l'embargo. La région de Trân se couvre de stations d'essence qui s'éteignent, la guerre passée. On raconte en sourdine des histoires d'enrichissements fabuleux, mais également de disparitions suspectes et de vies brisées. L'économie grise a ses lois, et la population locale les découvre – le plus souvent à ses dépens – au fur et à mesure qu'elle s'y engage. Toutefois, le point de passage de la frontière (un seul pour la région de Znepole) est loin d'avoir la réputation sinistre d'un lieu de trafic comme il en est plus au nord ; ce n'est pas ici que Kusturica aurait trouvé le prototype du policier corrompu de son *Chat noir, chat blanc*.<sup>35</sup>

A la différence de la spontanéité des réactions des premières années de l'imbroglie yougoslave, à la différence aussi de la prolifération de pratiques à la limite de la loi, un effort considérable de mise de la vie locale sous contrôle est fait dès 1998. Il est lié à un facteur externe: entre juin et août de cette même année, Trân accueille un corps américain dans le cadre des manœuvres militaires "Cornerstone" menées sous le patronage de l'OSCE. Elles ont pour mission la rénovation de l'hôpital de la ville pour en faire un "établissement de santé de niveau européen". Malgré les déclarations officielles que l'objectif de l'entraînement n'a rien à voir avec la crise du Kosovo, le doute persiste et les signes de nervosité, côté serbe, se multiplient, aussitôt rapportés par la presse bulgare. Pour les locaux, le doute est alimenté en outre par des digressions historiques auxquelles se livrent les média nationaux qui consacrent un éclairage considérable à cet événement unique de la "collaboration militaire bulgare-américaine". L'interrogation sur le choix des lieux, une région très marginale du pays, permet de ressortir des dossiers historiques poussiéreux – et la réponse en émerge : Trân se trouve sur la route la plus courte vers le Kosovo. Et même s'il est vrai que cette route n'est plus pratiquée depuis l'époque ottomane, le savoir local s'ajuste vite à la nouvelle solution qui, au moins, a l'avantage de ne pas nier toute importance à ce « coin perdu » de la Bulgarie. Ainsi la possibilité d'une guerre « à côté de chez nous » est implicitement annoncée et bien avant qu'elle ne devienne une réalité, une attente tendue s'accumule.

<sup>35</sup> Il s'agit du seul cadavre dans ce film, qui apparaît également sur l'affiche. Quelques détails du film montrent que la scène de la valise pleine de billets qu'on remet à un inspecteur de gare se déroule au

La Bulgarie se rappelle l'hôpital de Trân, devenu proverbial, lorsqu'il devient clair que les tentatives d'une solution politique du conflit du Kosovo tournent à l'échec. Dès le début de 1999, des brèves sur cette région sont régulièrement publiées par la presse centrale, et les interviews avec des locaux sont nombreuses dans les premiers jours des frappes aériennes. Deux types de réaction se dessinent à travers les journaux: d'un côté, on fait tenir aux habitants locaux de vaillants discours sur la patrie dont «il ne faut pas céder un doigt si les Serbes nous attaquent». De l'autre, on entend des voix s'élever pour évoquer l'obligation de bonne entente entre voisins, la sagesse populaire à l'appui: on ne choisit pas son voisin comme on ne choisit pas ses parents, mais dans les deux cas, il faut bien vivre avec.

Les bombardements de l'OTAN causent un véritable choc lorsque des missiles égarés commencent à atterrir dans les collines voisines. Le premier vient s'écraser dans la forêt à quelques centaines de mètres de la nouvelle cité-dortoir de Trân peu après minuit du 29 mars, cinq jours après le début de l'opération. L'explosion provoque la panique dans la ville, mais pas de réactions officielles, dans la mesure où l'on ignore l'origine du tir. Après les manœuvres de l'année précédente, ne serait-ce une mise en garde, voire une "punition" infligée par les Serbes, les éternels agresseurs? Une commission d'enquête est dépêchée de Sofia pour vérifier sur place, avant d'annoncer le précédent dans les médias: il s'agit bien d'un obus américain. Au fil des semaines, trois autres obus tombent dans les environs, bien plus loin que le premier et sans exploser. Les gens ont l'air de s'y habituer, "juste il faut faire très attention quand on va dans la forêt, dans la montagne". Une prudence de ce genre date de l'époque de la dernière guerre mondiale, voire de la guerre de 14-18; en France par exemple, elle fait toujours partie du savoir local de la population dans la région de Verdun.

Dans ces conditions, il est logique que la ville soit touchée par la vague de protestations contre l'intervention militaire. En avril, une manifestation (dont l'organisation est attribuée au PS local – l'ex-PC) se tient sur la place centrale, en face du monument aux «Victimes de la guerre fratricide Serbo-Bulgare de 1885». Cette scène inédite ne manque pas de produire des querelles sur le sens de la manifestation: contre quelle guerre lever sa voix? Aux manifestants qui crient des mots d'ordre contre l'OTAN et réclament de la paix «pour nos frères souffrant sous les bombes» s'oppose une minorité d'hommes de haute réputation dans la communauté: de quelle guerre et de quels «frères» s'agit-il? Au vu des horreurs qui se passent au Kosovo, c'est bien la guerre de 1885 qu'il faut se rappeler et exprimer son indignation contre «ceux qui ont toujours été nos ennemis». Donc soutenir l'action juste des "Otaniens".

La guerre finie, les choses ont l'air de retrouver leur cours habituel mais derrière les apparences, on sent l'esprit de l'après-guerre. Non l'après-guerre de la reconstruction

---

poste de passage situé au point le plus septentrional de la frontière bulgare-serbe – Bregovo, sur le fleuve Danube.

d'un pays dévasté, mais bien celle qui se vit dans la rétro-projection des peurs et à travers les prophéties rétroactives. Peurs et prophéties d'une catastrophe écologique d'abord : en Bulgarie, les habitants de Trân sont parmi les premiers à prêter l'oreille aux informations alarmantes au sujet du "nuage venu des sites bombardés", à circuler les rumeurs sur un "nouveau Tchernobyl". A peine la guerre terminée, on s'y inquiète de la maladie étrange qui fait tomber les feuilles des arbres en juin et les fruits à peine formés. En l'espace de trois mois, le motif de la pollution écologique suite aux bombardements du Kosovo et de l'Est de la Serbie prend une nouvelle dimension: le "changement climatique". Les chaleurs inouïes qui affectent tous les pays balkaniques, l'été de l'an 2000, sont à leur tour attribuées à la "guerre du Kosovo". A y croire, ce ne serait pas un hasard si elles n'ont touché que la partie de l'Europe où les bombes ont été lancées. Déjà à ce moment, on parle de bombes polluantes et même sans prononcer le mot de 'nucléaire', on y pense. Ici, la hantise du nucléaire « dont-le-pouvoir-ne-parle-pas » date de l'époque de Tchernobyl, et le rapprochement entre les deux est vite fait. Dans les deux cas, on voit une population en situation d'alerte, l'esprit en proie aux rumeurs et aux interprétations erratiques et – face à elle – une élite politique qui se tait dans sa position politiquement correcte.

A côté du vécu d'après-guerre à travers rumeurs et fantasmes, on assiste à la première pulsion d'un nationalisme arrogant tenu jusqu'ici en bride, voire inexistant : la récupération de la principale fête locale par un mouvement nationaliste de droite. Le 14 octobre 2000, la commémoration annuelle de la sainte patronne de la ville (à qui d'ailleurs on attribua immédiatement la protection de la ville contre les bombes), est célébrée avec pompe par des gens venus de la capitale. C'est un groupe de l'ORIM [Organisation révolutionnaire interne macédonienne] qui, renouvelée, est rajeunie depuis dix ans, prétend avoir de nouveau un rôle sur la scène politique bulgare. Dans les nouvelles réalités, elle n'a pas grand chose à voir avec son homonyme et prédécesseur de la fin du 19<sup>e</sup> et début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup> – le même auquel fait référence le nom du parti actuellement au pouvoir en République de Macédoine, VMRO-DPMNE. Tout comme sa contrepartie de Skopje, cette organisation politique bulgare tient à s'appropriier les symboles et les grands noms de l'ancien ORIM, jusqu'à ressusciter l'appellation de 'voïvode' dans sa terminologie d'adresse. C'est donc les drapeaux bulgares déployés, affectant la grandeur dans le style *četnik* si cher à l'ancienne organisation – comme d'ailleurs à toutes les organisations de « libération nationale » dans les Balkans du 19<sup>e</sup> siècle – que le groupe venu à Trân s'en va célébrer la messe dans la chapelle dédiée à la sainte. Après quoi, il rejoint les festivités populaires organisées par ses propres soins (et de ses propres fonds) au centre-ville.

<sup>36</sup> Il est très difficile de décrire ici le mélange d'admiration nostalgique, de terreur et de prudence que provoque le souvenir de l'ancienne ORIM dans ces deux pays balkaniques qui s'approprient ses pages glorieuses de ses activités – même celles condamnées comme terroristes.

On ne risque pas de se tromper en supposant que cette célébration doit marquer l'arrivée sur la scène locale d'un nouvel acteur politique, plus radical que tous les autres dans sa définition de l'intérêt national. Pleins d'énergie et de considération pour leur propre rôle, il a déjà commencé à promouvoir une vision plus radicale sur le futur des «Confins Occidentaux» et de nouvelles pratiques de «voisinage avec les Serbes». Des pratiques où l'action dure allant jusqu'à la contestation du *status quo* ne serait pas exclue, conformément à une logique de «c'est le moment». Cette logique est déjà prônée par certains experts internationaux dans les médias bulgares. Ce qui plus est, elle mobilise facilement les leçons, lues à travers la grille d'intimité culturelle, de certains exemples d'à côté, notamment les actions lancées depuis le Kosovo 'libéré' des Serbes vers les régions limitrophes de la République de Macédoine. Pourtant, malgré leur flirt avec certains membres de l'élite locale, les activistes de ce mouvement sont perçus comme des intrus. La réponse locale à cet appel reste plutôt réservée ; pour combien longtemps ?

Notre exemple finit par un point de suspension : le dossier n'est pas vraiment clos, comme ne le sont pas autant d'autres dans les Balkans. Plutôt que fermer les anciens, on voit d'autres s'ouvrir, des gouffres de violence où les gestes de bonne volonté, des montagnes d'efforts et de moyens sont précipités sans qu'ils fassent en émerger la solution-miracle. Des gouffres qui nous obligent à examiner les événements à travers les multiples grilles auxquelles les acteurs – **tous** les acteurs – se réfèrent et font recours pour donner sens à ce qui se passe. Ils nous obligent à nous rendre compte qu'il est parfaitement possible que ces acteurs en donnent simultanément des sens différents, en fonction de l'audience à laquelle leurs messages s'adressent. C'est une solution qui permet de « lire » l'événement dans la multiplicité de contextes et à travers ses multiples voix, en réduisant au minimum le risque de rester aveugle à d'importantes dimensions de sa signification. Des significations pour « nous » aussi bien que pour « eux », quelles que soient les parties impliquées dans cette leçon.

**Galia Valtchinova**

*Académie bulgare des Sciences*

*NBU – Sofia*